



Independent observer
of the Global Fund

www.aidspan.org
info@aidspan.org
NY 12418, USA

+1 212 662 6800
PO Box 54 Cornwallville,

CONSULTANT INDIVIDUEL DEMANDE DE MANIFESTATION D'INTÉRÊT

Revoir les procédures de mitigation des risques pour la mise en œuvre des subventions du fonds mondial dans les pays de contexte d'opération difficile (COE) en Afrique francophone : défis et approches innovantes.

TERMES DE RÉFÉRENCE

1. A propos d'Aidspan

Aidspan est une organisation internationale non gouvernementale (ONG) créée en 2002 en tant qu'observateur indépendant du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Aidspan influence la transparence et l'efficacité du Fonds mondial (FM) en fournissant des informations, des analyses critiques et des commentaires sur la stratégie, les politiques et les processus du FM aux niveaux mondial et national.

Aidspan partage ces informations par le biais de sa publication principale, le bulletin d'information bimensuel '**Global Fund Observer (GFO)**', disponible en anglais et en français. Aidspan publie également des rapports détaillés sur son site web (www.aidspan.org). Celui-ci contient également une série de données en libre accès qui permettent à d'autres chercheurs d'effectuer des analyses sur les données relatives au FM, aidant ce dernier à devenir plus efficace.

2. Contexte

La région d'Afrique subsaharienne paie un lourd tribut au trois maladies que le Fonds mondial de lutte contre le VIH, la Tuberculose et le Paludisme combat: plus de 70% des personnes vivant avec le VIH en sont originaires; quinze des 30 pays avec le plus grand fardeau de tuberculose sont africains; dix des 11 pays avec les plus lourds fardeaux de paludisme sont également africains. De plus, les pays africains francophones (essentiellement ceux de l'Afrique de l'Ouest et du Centre) sont durement frappés par ces épidémies.

La mise en œuvre des subventions du Fonds mondial rencontre souvent des défis liés soit à la gestion dans les pays et au mode de fonctionnement du secrétariat. En Afrique francophone, les défis sont souvent associés à l'ancrage institutionnel, la faiblesse des systèmes de santé, en particulier du système d'information sanitaire, la disponibilité et le savoir-faire du personnel de gestion et d'approvisionnement des stocks et de gestion des subventions. Les autres défis sont liés à la compétence de terrain des équipes pays du secrétariat du Fonds mondial, au soutien qu'elles apportent aux pays, à la nature des activités prévues et aux politiques d'exécution des subventions.

Dans le but d'améliorer son impact, le Fonds mondial a adopté en mai 2016 une politique spécifique pour la mise en œuvre des subventions dans les contextes d'intervention difficile (COE) qui vise à garantir de la souplesse dans la mise en œuvre des subventions tout en maintenant un contrôle fiduciaire responsable sur les investissements. En Afrique francophone, 11 pays sont classés dans la catégorie de contextes d'intervention difficiles. Le Bureau de l'Inspecteur Général du Fonds mondial a publié un rapport détaillé

sur les difficultés de la zone Afrique de l'Ouest et du Centre du Fonds mondial en Mars 2019. Le rapport démontre que les flexibilités prévues dans le cadre des COE ne sont pas souvent utilisées, et qu'à l'inverse, les mesures de sauvegarde et de mitigation du risque financier sont contre-productives en matière de mise en œuvre des activités. Le Secrétariat a accusé réception du rapport, et reconnu le besoin de procéder à de nouvelles évaluations des risques financiers et fiduciaires. Cette analyse devra se doubler d'une réflexion sur les limites dans la mise en œuvre afin de procéder à une réflexion sur les modalités de mise en œuvre et l'équilibre entre mesures de sauvegarde et performance de la subvention.

3. Objectifs

C'est dans ce cadre qu'Aidspan lance une étude sur la révision des procédures de mitigation et la faisabilité de mettre en œuvre les mesures de flexibilité comprises dans la politique sur les contextes d'intervention difficile.

Les objectifs de l'étude sont les suivants :

- Identifier et analyser la nature des goulots d'étranglement dans la mise en œuvre des subventions dans les pays de contexte d'opération difficile (COE) d'Afrique francophone en lien avec les mesures de sauvegarde additionnelles.
- Comparer les performances des subventions dans les pays COE à des subventions similaires dans des pays sans COE pour les cycles de financement de 2017-2019.
- Elaborer des simulations (scenariis) incluant les améliorations de performance et les risques en cas d'abandon de certaines mesures de sauvegarde additionnelle et d'application des flexibilités prévues pour les COE

4. Méthode et tâches

Cette étude qualitative se déroulera dans quatre pays africains francophones de l'ouest et du centre. Il s'agira de comparer deux pays COE avec deux autres aussi similaires que possible mais qui ne sont pas COE. Ces pays de comparaison peuvent être de la même région (Afrique de l'Ouest ou de centre), ou de même catégorie (High Impact ou core) ou programme similaire en raison d'épidémiologie similaire. Deux pays COE peuvent être choisis parmi le Burkina Faso, la Guinée, le Mali, le Tchad et le Niger. Les deux pays de comparaison peuvent être choisis parmi les suivants : Benin, Cameroun, Cote d'Ivoire, Sénégal et le Togo.

L'étude reposera sur une revue de littérature, une série d'entretiens aux informateurs clés dans le pays et au Secrétariat du Fonds mondial, et une analyse de données primaire collectée par le (la) consultant (e).

5. Livrables

A la fin de l'étude, le (la) consultant (e) devra préparer un rapport complet et détaillé documentant les goulots d'étranglement dans la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial et la pertinence de la politique COE en Afrique Francophone et leurs effets sur le niveau d'absorption des subventions, en mettant un accent sur les facteurs de succès et d'échec. Le consultant produira un article d'environ 2000 mots qui sera publié dans l'observateur du Fonds mondial, la revue d'Aidspan.

6. Durée et paiement

La consultance durera deux mois. Elle commencera au mois de Septembre 2019 et se terminera au mois d'Octobre 2019. Le paiement sera commensurable à l'expérience.

Pour les voyages de collecte de données dans les pays étudiés, Aidspace couvrira les frais des billets et les per diem, conformément à son règlement. Aidspace ne couvrira pas les frais d'assurance voyage, d'assurance maladie ou de santé. Ces frais devront être couverts par les consultants.

Les documents produits par le (la) consultant(e) dans le cadre du présent contrat sont la propriété de Aidspace.

7. Qualification et expérience

Le (la) consultant (e) doit posséder un diplôme d'études universitaires supérieures (au minimum un diplôme de maîtrise ou équivalent) en économie, analyse des politiques, santé publique, épidémiologie ou une discipline apparentée assortie d'une expérience pertinente dans les pays de la région.

La maîtrise de la langue française est exigée.

Les candidats intéressés sont invités à soumettre à Aidspace les documents suivants :

Proposition technique ne dépassant pas 5 pages incluant

- la compréhension et interprétation des termes de référence, la méthodologie à utiliser pour exécuter la tâche incluant les pays choisis et la raison; Liste préliminaire des officiels à interviewer (fonction- pas de nom)
- Le calendrier des activités.

Déclaration de capacité personnelle

- Curriculum Vitae incluant l'expérience pertinente ayant un lien avec l'étude à effectuer ;
- Contacts d'au moins 3 organisations pour lesquelles le candidat a déjà travaillé.

Les dossiers de candidature doivent être envoyés aux adresses électroniques ci-dessous au plus tard le 25 août, à 17 heures, EAT. E-mail: info@aidspan.org; avec CC à djesika.amendah@aidspan.org